



Jules Barthel
Vice-président du SEW/OGBL

L'école luxembourgeoise plus inégalitaire que jamais¹

Le rapport national sur l'éducation 2021 a une nouvelle fois démontré que l'enseignement luxembourgeois reste un enseignement tout particulièrement inégalitaire, au détriment de toute une partie de nos élèves. Bernard Thomas, journaliste au *Letzebuurger Land*, a raison quand il écrit que «les inégalités sociales et territoriales sont obscènes. Alors que jusqu'à 75 % des élèves habitant dans les villes et villages autour de Luxembourg-Ville atterrissent dans le classique, ce taux tombe en dessous de 20 % pour les jeunes de Differdange, Wiltz ou encore Larochette».²

Si cet enseignement très inégalitaire doit tous nous interroger, il y a toutefois un fait qu'on oublie toujours de mettre en évidence, alors qu'il est d'une importance capitale: Ce système scolaire inégalitaire persiste au Luxembourg depuis le milieu des années 1970 et l'arrivée massive d'une population d'immigrés portugais. Depuis 50 ans, chaque analyse du système scolaire luxembourgeois débouche sur les mêmes conclusions – la banqueroute dudit système scolaire au niveau de l'égalité des chances pour toutes et pour tous. Et combien de ministres, depuis 50 ans, ne se sont lamentés devant les caméras et ont promis de résoudre ce problème au combien dramatique pour beaucoup d'enfants de parents immigrés et de familles socialement défavorisées.

Et pourtant, en 2021, et après de multiples réformes, le rapport national de l'éducation ne fait que constater pour la nième fois l'échec de la politique scolaire luxembourgeoise:

- *Les performances des élèves ne parlant ni le luxembourgeois, ni l'allemand à la maison et issus de familles socialement défavorisées ont continué à se dégrader.*³
- *Le fossé social se creuse dans le système éducatif luxembourgeois, tandis que les écarts de performances entre les groupes d'élèves s'amplifient.*⁴

- *10 % des jeunes issu(e)s de ménages défavorisés sur le plan socio-économique étaient placé(e)s dans l'ESC contre 60,7% de jeunes provenant de familles favorisées.*⁵
- *Par comparaison aux élèves socialement favorisés, ceux issus de familles socialement défavorisées ont environ trois fois plus de risques d'avoir un parcours scolaire retardé d'un an et cinq fois plus de risques d'avoir un parcours scolaire retardé de deux ans.*⁶

Ce système scolaire inégalitaire persiste au Luxembourg depuis le milieu des années 1970 et l'arrivée massive d'une population d'immigrés portugais.

Il est indéniable qu'une grande partie des problèmes que nous constatons auprès de nos enfants se déclarent et se développent dès les premières années au fondamental: Problèmes de motricité, problèmes de concentration, attitude défaillante à l'égard de l'effort, et bien d'autres encore. Les retards se creusent dès les trois premières années et ils s'avèrent souvent impossibles à rattraper par la suite. Le SEW/OGBL l'a d'ailleurs fait savoir lors de la discussion récente sur l'obligation scolaire en insistant auprès du MENJE que, plutôt que de prolonger l'obligation scolaire, il faudrait attaquer le mal à la racine, c'est-à-dire dès les premières années de la scolarisation.

Le problème fondamental du système scolaire luxembourgeois prend ses racines dans l'apprentissage des langues et l'alphabetisation des enfants qui continue, contre vents et marées, à se faire en allemand, et ce dans

un pays qui, hormis la population luxembourgeoise, est très majoritairement non germanophone. Le rapport note par ailleurs explicitement «qu'alors que près de deux tiers des élèves des écoles luxembourgeoises ont une mère née dans un autre pays, les natifs ne sont que 35,7%» et que «la part des élèves parlant le luxembourgeois comme langue principale à la maison n'est plus que de 34 % dans l'enseignement fondamental⁷». Alphabetiser en allemand, apprendre en parallèle une deuxième, voire une troisième langue, le tout, de plus en plus souvent, combiné à une mauvaise maîtrise de la langue maternelle, voilà un cocktail des plus explosif. Il est évident que c'est à ce niveau que nous devrions procéder à des changements radicaux et c'est justement là que le bât blesse.

Pourquoi les parties politiques, toutes couleurs confondues, ne s'attaquent-ils pas au sujet des langues et, surtout, de l'alphabetisation dans l'enseignement public? Pourquoi, en 50 ans, on n'a jamais attaqué le fonds du problème? Pourquoi, pour la n^{ième} fois, on cherche des compromis à la luxembourgeoise avec la création des écoles publiques européennes qui, actuellement, connaissent un succès grandissant alors que «la création d'écoles internationales publiques ne suffit pas comme réponse. C'est une offre qui, dans les faits, instaure une séparation des enfants. Il faut, au contraire, trouver des solutions pour un régime commun qui soit adapté à tous les enfants, où tous les enfants auraient leur chance⁸».

Personne, dans le milieu politique, n'ose véritablement aborder la racine du problème des inégalités scolaires car celui qui s'y attaquerait s'attirerait les foudres d'une partie importante de la population, à savoir celle qui a droit de vote aux élections nationales. Car, et c'est important, il ne faut surtout pas oublier «qu'il y a dans la question de l'école une

question électorale. Plus de 50 % des élèves fréquentant les écoles luxembourgeoises ont des parents qui ne votent pas⁹. Et c'est, pour l'essentiel, dans cette population que nous retrouvons une grande partie des parents d'élèves en difficultés scolaires.

Il y a dans la question de l'école une question électorale.

Tant que le droit de vote aux élections nationales reste réservé aux seuls Luxembourgeois, nous ne pouvons nous attendre à une amélioration substantielle de la situation inégalitaire de notre système scolaire, aucun ministre ne voulant se mettre à dos celles et ceux qui sont supposés lui donner leurs voix aux prochaines élections. Ou, autrement dit, tant que le droit de vote des étrangers aux élections nationales n'est pas accordé, aucune amélioration notable n'est à attendre sur le front des inégalités scolaires. Et aux vues du résultat catastrophique au référendum du 7 juin 2015 sur le droit de vote pour les résidents étrangers¹⁰ et du nationalisme revigoré d'une frange grandissante de la population luxembourgeoise, on ne peut s'attendre à une amélioration substantielle des inégalités scolaires dans les années à venir. On continuera donc comme nous l'avons toujours fait, à la luxembourgeoise, sans froisser l'électorat qui seul importe. Et tant pis pour «les enfants d'ouvriers et/ou lusophones qui resteront la chair à canon du système scolaire¹¹».

Le récent avis de la Commission consultative des droits de l'homme sur la proposition de nouvelle Constitution met d'ailleurs le doigt sur le problème, en reprochant à nos notables politiques d'institutionnaliser, dans la nouvelle Constitution proposée, la différence entre Luxembourgeois et Non-Luxembourgeois. Le Luxembourg version «apartheid light» devient ainsi de plus en plus une réalité sur le terrain, au sein de la société et dans nos salles de classes.

On continuera donc comme nous l'avons toujours fait, à la luxembourgeoise, sans froisser l'électorat qui seul importe.

Pour en revenir à l'alphabétisation de nos enfants, si le passage à une alphabétisation en français plutôt qu'en allemand semble de

facto impossible, une alternative consisterait à changer le processus d'alphabétisation en adaptant le modèle des écoles publiques internationales, où les élèves peuvent opter pour une alphabétisation en allemand ou en français et en le transposant à l'école publique traditionnelle.

Ce changement de paradigme permettrait, par la même occasion, d'harmoniser de nouveau notre système scolaire, de fusionner écoles publiques internationales et écoles publiques classiques, et de revenir à une école publique unifiée avec, à l'échelle nationale, une offre d'alphabétisation en allemand et français. Afin d'éviter toutefois une fracture au sein de la société dès leur plus jeune âge entre enfants alphabétisés en français et enfants alphabétisés en allemand, il serait opportun de réformer de fonds en comble tout l'enseignement de manière à pouvoir organiser les années d'études avec un minimum d'unités séparées, français ou allemand, et un maximum d'unités en commun.

Dans une telle perspective de grande réforme de l'enseignement luxembourgeois, il serait judicieux d'intégrer, de plus, une des conclusions tirées par les auteurs du rapport national de l'éducation, qui expliquent que «la charge cognitive impliquée par l'apprentissage d'un nombre trop élevé de langues peut représenter un handicap considérable. Il faudrait donc envisager plus de souplesse et plus de diversité dans le choix des langues et (...) réfléchir à une plus forte différenciation des contenus des connaissances et des langues d'enseignement, de façon à intégrer différents

groupes cibles et à se donner des objectifs réalistes de réussite scolaire des groupes les plus fragiles¹²».

Une double offre d'alphabétisation, un soutien poussé de l'apprentissage de la langue maternelle, plus de souplesse et de diversité dans le choix des langues, le maintien du multilinguisme comme atout social et économique, il y a du pain sur la planche. Mais il faut y croire et avancer dans cette direction. Le Luxembourg est depuis toujours un pays d'intégration et il doit le rester. Cela passe par une école publique unifiée où chaque élève recevra sa chance de réussite au plus haut niveau de qualification possible.

- 1 Cet article représente la seule opinion de son auteur et n'a pas encore été thématiqué de fonds en comble par les deux comités fondamental et secondaire du SEW/OGBL
- 2 Letzebuurger Land du 17 décembre 2021, Bernard Thomas – De Bulli vum System
- 3 Rapport national sur l'éducation 2021 – Page 12
- 4 Rapport national sur l'éducation 2021 – Page 12
- 5 Rapport national sur l'éducation 2021 – Page 91
- 6 Rapport national sur l'éducation 2021 – Page 112
- 7 Rapport national sur l'éducation 2021 – Page 168
- 8 Evandro Cimetta, président de l'ASTI, dans un interview accordé au Letzebuurger Land en date du 4 février 2022
- 9 Serge Ferreira, directeur politique de l'ASTI, dans un interview accordé au Letzebuurger Land en date du 4 février 2022
- 10 78,02 % des Luxembourgeois se sont prononcés contre le droit de vote des résidents étrangers aux élections nationales
- 11 Letzebuurger Land du 17 décembre 2021, Bernard Thomas – De Bulli vum System
- 12 Rapport national sur l'éducation – Page 172

